



Name of the author(s): Sébastien Palluault, Aurélie Beaugency, Defne Guvenc

Contribution number: 143

Theme selected: 3. SSE territorial ecosystems and transition

Language of presentation : Français

Affiliation(s) : Ellyx

Les processus de R&D sociale comme vecteur de rencontre entre les écosystèmes territoriaux de l'ESS et les acteurs du soutien à l'innovation

Résumé

Notre proposition s'appuie sur un travail d'analyse des trajectoires d'émergence des innovations sociales opérées par les structures de l'économie sociale et solidaire (ESS) au prisme des politiques et réseaux de soutien à la recherche et l'innovation en France.

Elle part du constat que les démarches socialement innovantes, qui visent à répondre à des défis majeurs de notre société, se développent indépendamment des modalités de soutien à l'innovation (Douchet, 2019). Les acteurs qui portent ces démarches épousent des pratiques de modélisation, d'expérimentation, d'évaluation qui sont proches de celles des acteurs qui bénéficient habituellement des politiques de soutien à l'innovation (Omer, 2024). Ces démarches visent à changer des règles, bousculer des idées reçues, composer de nouveaux services, inventer des métiers, transformer les relations sociales, faire évoluer les politiques publiques. S'ils se distinguent par leur relation non prioritaire ou non exclusive au marché, à la propriété et à l'appropriation des résultats, par leur appréhension de ce qui fait la valeur de leur démarche (Richez-Battesti, 2012), ces acteurs tissent des collaborations, qui, bien qu'ambivalentes et en partie informelles, témoignent d'un souci d'emprunter aux démarches scientifiques. Ils participent à une approche renouvelée de l'innovation comme processus d'une transformation sociale (Klein et al., 2016).

Il s'agit d'éclairer les mécanismes de rapprochement qui s'opèrent actuellement et le rôle des activités de recherche & développement sociale. Celles-ci couvrent un champ allant de la recherche fondamentale ou appliquée au développement expérimental, tout en partant d'une finalité d'innovations sociales (Omer & al., 2024). La R&D sociale mobilise autour d'une problématique les capacités d'acteurs qui expérimentent directement et de ceux qui agissent sur les cadres de réussite de l'expérimentation. Le renforcement conjoint des capacités sur ces deux dimensions, ainsi que leur mise en dialogue, ouvrent des conditions d'innovations effectivement transformatrices. En

quoi des projets innovants, structurés selon une approche de R&D sociale contribuent-ils à renforcer les capacités des écosystèmes territoriaux, la pertinence des dispositifs d'appui à l'innovation et renouvellent-ils le dialogue entre acteurs des écosystèmes territoriaux de l'ESS et institutions de soutien à l'innovation ?

Dans un premier temps, nous montrerons, sur la base d'un cas d'étude comment les processus d'innovations sociales portés par les écosystèmes territoriaux de l'ESS amènent à activer des ressources spécifiques empruntant aux démarches scientifiques (diagnostics, expérimentations, évaluation, documentation, mise en débat des résultats obtenus...), et comment, dès lors, sont-ils prétextes à des points de rencontre avec les professionnels du soutien à la recherche et à l'innovation.

Dans une seconde partie, nous discuterons l'hypothèse selon laquelle ces processus de R&D sociale participent à renforcer quatre fonctions clés dans les processus d'innovation sociale : la qualification de la valeur générée ; la mise en place de pratiques de coopération permettant d'organiser l'engagement des acteurs ; la mobilisation de ressources nouvelles, humaines, techniques ou financières et enfin l'organisation des conditions de capitalisation et de transfert des apprentissages.

Dans une dernière partie, nous évoquerons comment ces rapprochements se construisent en marge ou en ajustement des principaux dispositifs de soutien. Nous soulignerons les enjeux auxquels se confrontent acteurs de l'innovation sociale et professionnels du soutien pour faire évaluer des pratiques, des représentations, des référentiels largement structurés par le caractère lucratif, technologique, industriel, marchand prêté à l'innovation (Menissier, 2020). Nous montrerons que ces démarches, au-delà de travailler sur des enjeux sociétaux, reconfigurent les pratiques de soutien à la recherche et l'innovation sur les territoires.

Mots-clés : Innovation sociale, R&D sociale, expérimentation, écosystème, transformation sociale

Introduction

Alors que les politiques publiques de soutien à la recherche et à l'innovation entendent favoriser le développement de la Société, une multitude d'expérimentations sociales modifient la manière de penser ce qui fait problème et façonnent de nouvelles formes de réponses. Ces démarches visent à changer des règles, bousculer des idées reçues, composer de nouveaux services, inventer des métiers, transformer les relations sociales, faire évoluer les politiques publiques. S'ils se distinguent par leur relation non prioritaire ou non exclusive au marché, à la propriété et à l'appropriation des résultats, par leur appréhension de ce qui fait la valeur de leur démarche (Richez-Battesti, 2012), les acteurs qui portent ces démarches tissent des collaborations, qui, bien

qu'ambivalentes et en partie informelles, témoignent d'un souci d'emprunter aux démarches scientifiques. Ils participent à une approche renouvelée de l'innovation comme processus d'une transformation sociale (Klein et al., 2016). Par ailleurs, ces acteurs épousent des pratiques de modélisation, d'expérimentation, d'évaluation qui sont proches de celles des acteurs qui bénéficient habituellement des politiques de soutien à l'innovation (Omer, 2024). Ceci étant, ils semblent demeurer largement en marge des dispositifs d'appui, dans un contexte où la lecture de l'innovation est centrée sur la valorisation économique, le marché et l'industrialisation des biens et services (Liotard & Revest, 2025).

De plus en plus, ces démarches s'organisent dans une logique d'expérimentation, cherchant à produire de nouvelles connaissances sur les défis sociétaux qu'ils adressent. Nous questionnons ici la manière dont celles-ci, en développant des activités qui s'apparentent à la recherche & développement, notamment sociale (Omer, 2024 ; Omer et al., 2024) croisent les acteurs de l'écosystème de soutien à la recherche et à l'innovation. A quelles occasions ces acteurs entrent-ils en interaction ? Comment le positionnement des démarches de transformation sur des activités de R&D, associant expérimentations et applications concrètes, démarche scientifique et focalisation sur l'intérêt général, résonnent-ils auprès de l'écosystème de soutien à l'innovation ?

Dans un premier temps, nous montrerons, sur la base du cas d'étude de Clus'Ter Jura comment les processus d'innovations sociales portés par les écosystèmes territoriaux de l'ESS amènent à activer des ressources spécifiques empruntant aux démarches scientifiques (diagnostics, expérimentations, évaluation, documentation, mise en débat des résultats obtenus...), et comment, dès lors, sont-ils prétextes à des points de rencontre avec les professionnels du soutien à la recherche et à l'innovation. Dans une seconde partie, nous discuterons l'hypothèse selon laquelle ces démarches, en empruntant des pratiques relatives à la recherche & développement (R&D), mais tout en étant appliquées aux innovations sociales, activent quatre fonctions clés, qui invitent à une convergence avec les acteurs de l'écosystème d'innovation : la qualification de la valeur générée ; la mise en place de pratiques de coopération permettant d'organiser l'engagement des acteurs ; la mobilisation de ressources nouvelles, humaines, techniques ou financières et enfin l'organisation des conditions de capitalisation et de transfert des apprentissages. Dans une dernière partie, nous évoquerons comment ces rapprochements se construisent en marge ou en ajustement des principaux dispositifs de soutien. Nous soulignerons les enjeux auxquels se confrontent acteurs de l'innovation sociale et professionnels du soutien pour faire évoluer des pratiques, des représentations, des référentiels largement structurés par le caractère lucratif, technologique, industriel, marchand prêté à l'innovation (Menissier, 2020). Nous montrerons que ces démarches, au-delà de travailler sur des

enjeux sociétaux, reconfigurent les pratiques de soutien à la recherche et l'innovation sur les territoires.

Méthode : les données mobilisées dans l'étude du cas de Clus'Ter Jura proviennent d'un travail engagé avec le PTCE depuis 2017 dans la structuration de leur programme de R&D, puis dans l'animation et le soutien scientifique de leur démarche de R&D (animation de séminaires de R&D, soutien auprès de la doctorante...). Il s'agit de données d'observation de la démarche, de publications co-rédigées et d'entretiens avec les différentes parties prenantes. Une deuxième étude est en cours sur 5 autres démarches de transformation sociale (par entretiens et séminaires collectifs d'études) dont les résultats seront valorisés en 2026.

La démarche de R&D sociale, vectrice d'interaction avec l'écosystème de soutien à l'innovation ?

Les activités de recherche et développement constituent un vecteur essentiel du processus d'innovation et sont au cœur des dispositifs de soutien au développement économique depuis plusieurs décennies. Alors qu'elles sont fortement institutionnalisées dans les pratiques des entreprises (visant à développer de nouveaux services ou produits en réponse à une attente de marché), elles se révèlent ces dernières années dans les pratiques d'organisations non lucratives ou à lucrativité limitée, portées par des attentes sociétales et les grands défis contemporains.

Politiques publiques d'innovation et soutien à la R&D

La politique publique de soutien à l'innovation s'est organisée en France sous quatre grandes modalités (Matray, 2010; Poivret, 2010) héritées des grandes politiques publiques mises en place dans les années 1980-2000 pour soutenir la stratégie de compétitivité des entreprises. Premièrement, à travers un soutien financier direct accordé aux entreprises conduisant des activités de R&D sous forme de crédits d'impôt, d'exonérations sociales et fiscales (par ex. le crédit d'impôt recherche, Jeune entreprise innovante, la CIFRE, etc.); deuxièmement, à partir d'un soutien au développement de structures d'accompagnement et d'interface destinés à faciliter les activités d'accompagnement, d'appui, de financement des projets de R&D des entreprises (pôles de compétitivité, clusters, incubateurs pépinières, centres de transfert, plateformes technologiques, etc.); à travers le soutien apporté aux coopérations entre les laboratoires de recherche publics et les entreprises, que ce soit en développant les outils du transfert (Société d'Accélération de Transfert de Technologies, structures de valorisation), les dispositifs de recherche partenariale (réseau des Carnots, Labcom, dispositif Cifre...). Enfin, à travers le financement des grands plans et programmes d'action développés par ses différentes agences en

réponse à des enjeux thématiques (ex. France 2030 sur le développement de l'industrie, programmes de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, de l'Agence Nationale de l'Habitat, de l'Agence de la Transition Ecologique, etc.). Ces acteurs constituent ce qui est usuellement désigné comme l'écosystème de soutien à l'innovation et la recherche.

Très orientée sur la compétitivité des entreprises sur le « marché », cette politique publique d'innovation semble cependant peu adaptée pour adresser les grands défis environnementaux et sociétaux contemporains (Liotard et Revest, 2024). En effet, ceux-ci sont complexes tant ils relèvent d'une convergence de problématiques ayant toutes des origines, des acteurs, des implications et des échelles diverses et entremêlés. Certains de ces défis, dits « pernicioeux », interviennent à la croisée des champs disciplinaires et nécessitent de recourir à une large diversité d'expertises relevant davantage du champ des sciences sociales (sciences politiques, management, sociologie, etc.) que des sciences et techniques (Delalieu et al., 2025 ; Head et Alford, 2015). Cette inscription scientifique trouve écho dans les pratiques d'innovation sociale portées principalement par l'écosystème d'acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire (Laville, 2014 ; Richez-Battesti et al, 2012 ; Douchet, 2019). Sur le plan opérationnel et méthodologique, cette approche de l'innovation sociale s'appuie sur des pratiques identifiées comme relevant d'activités de recherche & développement sociale, dont l'observation et l'analyse ont fait l'objet d'un effort d'analyse (Palluault & al, 2021 ; Omer & Ferru, 2023 ; Omer, 2024). En renvoyant à une mise en problématisation autour d'enjeux complexes, une proposition conceptuelle, une organisation de la contribution entre diverses parties prenantes, une focalisation sur l'expérimentation, une attention à l'analyse tant du processus que de ses effets, elle traduit des similitudes avec le processus d'élaboration d'un dispositif stratégique (Agerri, 2014).

Les démarches de transformation sociale et les activités de R&D sociale

La R&D sociale est une notion récente, dont la définition a évolué depuis une démarche de plaidoyer des entreprises sociales à la fin des années 2000 jusqu'à la caractérisation d'activités spécifiques portées à l'occasion de démarches orientées vers la résolution d'enjeux sociaux et sociétaux (Omer, 2024). Elle désigne les démarches qui adressent des problématiques de société, en mobilisant une approche scientifique visant la création de connaissances nouvelles à partir d'une démarche d'expérimentation en « laboratoire ouvert », qui associent une diversité et pluralité d'acteurs à travers la modélisation et la mise au point d'une combinaison d'innovations organisationnelle, juridique, économique, politique (voir les travaux du Labcom DESTINS notamment Palluault & al., 2021 ; Omer, 2024 ; Omer & Ferru, 2023). Du fait de sa finalité sociale et non principalement marchande, elle échappe aux référentiels des acteurs de l'écosystème d'innovation qui peinent à l'accompagner et la soutenir. Aussi très

souvent, la rencontre entre les acteurs de l'écosystème ESS porteurs d'innovation sociale et les acteurs de l'écosystème de soutien à l'innovation échoue.

Si les démarches documentées dans la thèse de Jade Omer (Omer, 2024) témoignent de la faible connexion entre l'écosystème d'acteurs de l'ESS et les acteurs du soutien à l'innovation, il peut apparaître pourtant très paradoxal puisque l'écosystème d'innovation est justement structuré autour du soutien aux démarches de R&D. Dans quelle mesure les démarches de transformation sociale participent-elles effectivement d'activités et de processus qu'on pourrait qualifier de recherche & développement ?

Selon le Manuel de Frascati (édition 2015), la recherche et le développement englobe *“les activités créatives et systématiques entreprises en vue d'accroître la somme des connaissances – y compris la connaissance de l'humanité, de la culture et de la société – et de concevoir de nouvelles applications à partir des connaissances disponibles . Elle englobe la recherche fondamentale, la recherche appliquée et le développement expérimental. Pour être considérée comme relevant de la R&D, une activité doit remplir cinq critères de base. Elle doit comporter un élément de nouveauté, de créativité, d'incertitude, et être systématique, transférable et/ou reproductible.”* Or, cette définition ne conteste pas l'éligibilité a priori de démarches appliquées au champ des innovations sociales. En effet, si celles-ci se caractérisent par une focalisation sur une contribution sociétale, un processus coopératif ouvert et une démarche de transformation de la société, qui les différencient d'autres démarches de R&D à dimension plus strictement marchande, industrielle et technologique, elles peuvent tout à fait justifier de leur dimension scientifique (problématisation, enrichissement d'un état de l'art, appui sur un concept, mise en place d'un protocole...) et du caractère appliqué à partir d'expérimentations (mise en place de prototype ou de pilotes...).

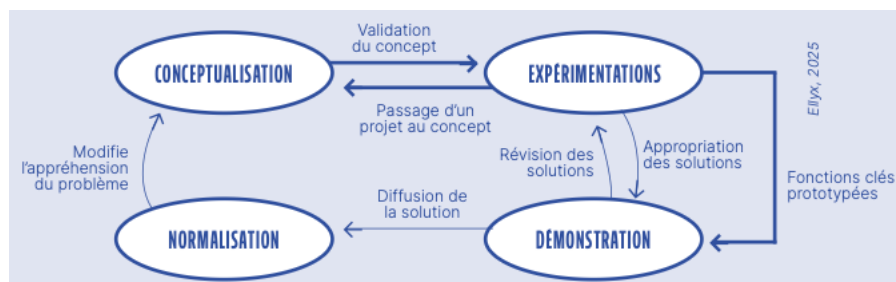
D'ailleurs, les travaux sur l'échelle Societal Readiness Level Ellyx-Université de Poitiers-CNRS (Palluault & Omer, 2024) et la transposition du cycle de vie d'une innovation sociale (RQIS, 2023) aux démarches de transformation sociale (Ellyx, 2025) permettent de renforcer cette cohérence. Ainsi, les démarches de transformation sociale peuvent-elles être schématisées de la manière suivante selon quatre grandes étapes de maturation :

- Une phase de conceptualisation, qui intègre un ensemble d'activités lors desquelles la problématisation se formalise, les solutions sont identifiées, discutées à partir de rencontres, de concertations ou sur la base d'initiatives inspirantes. Cette phase aboutit à la formulation du ou des concepts par lesquels un ensemble de solutions cohérentes peut-être pensé ;
- La phase d'expérimentation, qui associe une diversité d'activités expérimentales soit structurées, soit plus informelles intervenant sous la forme de « bricolages », de « hacking », d'essais-erreurs permettant de modéliser, de prototyper, de tester les fonctions clés en conditions réelles. Cette phase intègre

des boucles de rétroaction qui permettent d'ajuster, de consolider les résultats par rapport au modèle initial ;

- La phase de démonstration, traduit quant à elle les étapes amenant à mettre en « système » les solutions expérimentées dans un modèle cohérent. Cette étape constitue un degré d'appropriation par les parties prenantes concernées ;
- La phase de normalisation, qui renvoie à l'institutionnalisation par la reconnaissance dans la loi ou dans les règles des organisations, la diffusion dans les pratiques et les normes sociales.

Schéma n°1 : cycle d'une démarche de transformation sociale



Source : Interlignes #3, Ellyx, 2025

La R&D sociale participe à la conscientisation du processus d'évolution de la démarche de transformation sociale entre ces 4 phases du cycle : en appuyant la formulation des problématiques et verrous ; en favorisant l'identification de concepts et leur mise en expérimentation ; en structurant un cadre de documentation des apprentissages des expérimentations (en contexte dit « dégradé », permettant un questionnement du concept initial et l'identification de leviers et conditions pour engager un processus de démonstration (en situation réelle de la Société), puis de normalisation.

Une démarche de transformation sociale à travers la R&D sociale : l'exemple de l'entrepreneuriat coopératif de territoire à travers Clus'Ter Jura

L'analyse du pôle territorial de développement économique (PTCE) Clus'Ter Jura permet de préciser la manière dont se différencie une démarche d'innovation sociale d'activités de recherche & développement sociale. Les PTCE ont été reconnus par la loi 2014 comme « *regroupement sur un même territoire d'entreprises de l'économie sociale et solidaire, au sens de l'article 1er de la présente loi, qui s'associent à des entreprises, en lien avec des collectivités territoriales et leurs groupements, des centres de recherche, des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, des organismes de formation ou toute autre personne physique ou morale pour mettre en œuvre une stratégie commune et continue de mutualisation, de coopération ou de partenariat au service de projets économiques et sociaux innovants, socialement ou*

technologiquement, et porteurs d'un développement local durable »¹. De par leur finalité, les PTCE ont très tôt revendiqué une inscription de leurs démarches dans le cadre d'activités de R&D. Mais la proximité avec le monde de la recherche a souvent conduit à la structuration de collaborations les plaçant essentiellement comme objet d'étude (Sanossian, 2020 ; Defalvard et Fontaine, 2018) et non producteurs de cette recherche.

La constitution de Clus'Ter Jura s'inscrit dans l'émergence des pôles territoriaux de coopération économique, via l'action déterminante de la Scop Juratri (actuellement groupe Demain). Sa vocation d'insertion par le travail se heurte alors au déficit d'emplois proposés sur le territoire à ses salariés en fin de contrat d'insertion, d'où l'idée que la coopération entre les acteurs locaux permettra de créer des emplois locaux. En 2015, la création de la SCIC Clus'Ter Jura répond à l'intention de créer de nouvelles filières économiques locales et d'accompagner la création d'entreprises répondant aux besoins non couverts du territoire. Fort de la culture coopérative de Juratri, Clus'Ter Jura se veut un « cluster territorial trans-sectoriel » dont le défi consistait alors à *« créer des activités partenariales à dimension sociale, jusque-là inexistantes, qui permettent par ailleurs aux structures participantes de mieux atteindre leurs objectifs individuels, dans une logique d'alignements des intérêts de chacune. Pour y parvenir, Clus'Ter Jura assurerait la mutualisation d'ingénierie entre les membres du PTCE et catalyserait le partage de moyens et ressources pour la recherche et le développement »². Si la méthode d'émergence d'activité s'inspire alors de la recherche & développement industrielle, de processus entrepreneuriaux et d'expérimentations rapides associés au monde des start-up, le processus ne répond pas alors à la définition du Manuel de Frascati, notamment sur le caractère scientifique de la démarche. En cela, Clus'Ter Jura ressemblait aux autres PTCE, qui pouvaient être objet de recherches ou le creuset d'innovations (Fraisie, 2017), mais demeuraient peu en prise avec des démarches structurées de recherche & développement sociale. Dans ce cadre, les premiers soutiens en termes d'accompagnement et de financement sont principalement liés au champ de l'innovation sociale (politique des PTCE, labellisation French Impact...) tandis que le modèle économique est consolidé par des financements de soutien à l'entrepreneuriat. La dimension d'innovation sociale, orientée sur l'émergence d'initiatives entrepreneuriales locales favorables à l'insertion professionnelle des populations du pays lédonien, est principalement appuyée par le biais des politiques sectorielles.*

Dans le cas du Clus'Ter Jura, la question de la R&D s'est posée dès 2017 en lien avec sa finalité d'accompagner l'émergence d'activités par et pour le territoire en réponse aux

¹ Art. 9, Loi du 31 Juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire

² Interview de Pierre-François Bernard, directeur de Clus'Ter Jura, publié le 15 novembre 2017 sur le site de la Banque des Territoires : <https://www.banquedesterritoires.fr/experience/cluster-jura-un-concept-holistique-pour-creer-de-lactivite-et-de-lemploi-sur-les>

enjeux de transitions. Cette approche par la R&D ancre la dimension de valeur dans une logique territoriale, où il s'agit moins de générer une valeur économique marchande pour des entités économiques que de générer des externalités positives diverses (emplois, services en direction de la population, contribution à la transition écologique, coopération...) liées aux besoins spécifiques d'un territoire rural à faible densité. Dans un deuxième temps, la démarche, encadrée par un conseil scientifique, a mobilisé plusieurs terrains d'observation et d'expérimentation, alimentant plusieurs instances de réflexion. Elle se traduit par une relation à la « recherche » qui positionne les salariés et des partenaires en concepteurs des innovations et en producteurs de nouvelles connaissances via l'organisation d'activités de capitalisation et d'analyses.

A partir de 2017, la réflexion du ClusTer Jura s'inscrit dans une volonté de spécifier et de problématiser sa contribution, de réfléchir à la manière dont ses activités viennent bouleverser les pratiques, les rôles et les dispositifs propre au champ de l'entrepreneuriat. La formalisation d'un programme de recherche, la structuration de la démarche scientifique et le recrutement d'une doctorante en sciences de gestion aboutissent, dans un premier temps, à un travail analytique sur les activités du PTCE (Brunet & al., 2019 ; Henrion, 2022), ainsi qu'à interroger les pratiques intuitives à l'aune du concept d'entrepreneuriat de territoire (Baudet, 2017). Le travail mené en interne et l'accompagnement d'un consultant géographe d'Ellyx parachèvent la formalisation du concept d'entrepreneuriat coopératif de territoire (ECT) (Henrion, 2024). Cette étape amène aussi à une relecture du projet d'entreprise du point de vue de son utilité sociale. L'inscription de cet effort de problématisation et de projection dans une démarche de transformation coïncide avec l'activation de relations avec des acteurs universitaires, des experts et la mobilisation de dispositifs de soutien à l'innovation de droit commun (crédit impôt recherche par exemple). La reconnaissance des activités de recherche du Clus'Ter Jura au titre de la R&D (via une demande de rescrit soumise notamment à la Délégation Régionale à la Recherche et à la Technologie) vient traduire un changement de stratégie comme de pratiques. Cette première étape de conceptualisation est ensuite suivie d'une seconde étape (2023-2025) orientée davantage vers un cycle d'expérimentations dont les objectifs sont de favoriser les conditions d'émergence et les facteurs de structuration de l'ECT dans le Jura.

L'innovation sociale a souvent été envisagée comme le « lieu de convergence ultime » (Dandurand, 2005) entre acteurs sociaux, politiques publiques et monde de la recherche. Si les espaces de rencontre apparaissent limités, du moins invisibilisés (Omer, 2024), la reconnaissance d'activités de R&D sociale à partir des années 2010 peut permettre d'identifier un certain nombre de points de convergence. Dans le cas du Clus'Ter Jura, la conscientisation et la structuration progressive de la démarche de R&D se sont accompagnées d'une transformation des pratiques organisationnelles, d'une inscription plus forte dans la stratégie et d'une ouverture significative sur des

écosystèmes, et ce dans des conditions d'activation particulières que nous analysons dans cette deuxième partie.

Le renforcement des écosystèmes territoriaux de l'ESS à partir des démarches de R&D

Dans le cadre des démarches de transformation sociale qui empruntent aux activités de R&D sociale, les structures ou collectifs qui les portent doivent activer et combiner quatre principales fonctions. Chacune d'entre elles renvoie à des interactions envisageables avec les compétences des acteurs soutenant l'innovation sociale et les acteurs de l'écosystème de recherche et d'innovation. Ces interactions interviennent selon 4 points d'entrée que nous avons modélisés et illustrons dans le cas du Clus'Ter Jura, en regardant notamment leurs conditions d'activation selon la maturité de la démarche de R&D.

Proposition d'une grille d'étude d'analyse des interactions à partir de la R&D sociale

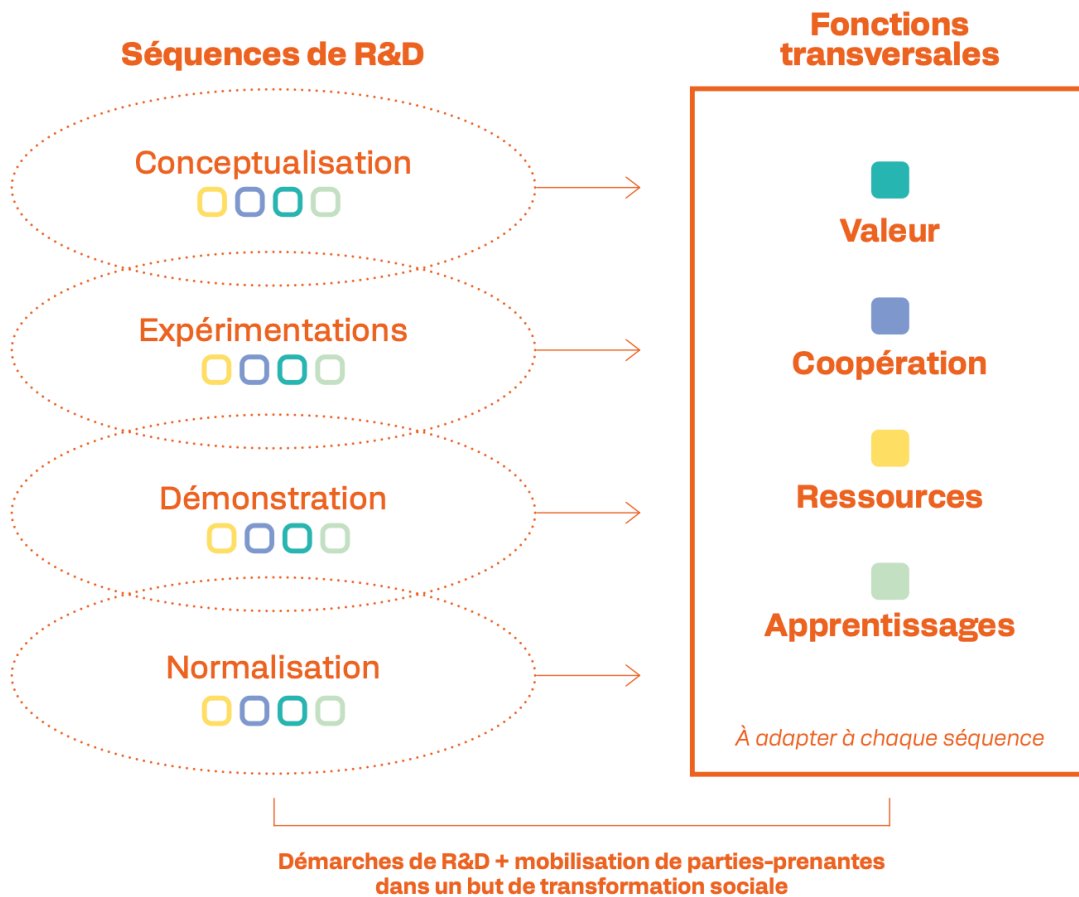
Dans la perspective d'adresser des défis sociétaux, les porteurs de démarches d'innovation sociale agencent quatre dimensions clés qui s'activent de façon différentes selon les démarches :

- **L'analyse et la mise en discussion de la valeur produite** sont essentielles dans le cadre de ces démarches qui revendiquent de porter un caractère d'intérêt général. Aussi, les porteurs de ces démarches investissent généralement dans des analyses qui, au-delà de chercher à objectiver leur contribution, amènent à ouvrir un espace de débat, parfois controversé, qui dépasse les seuls initiateurs. Cette dimension vient généralement en résonance avec des acteurs de la recherche et structure des collaborations scientifiques qui n'ont pas pour fonction de rendre compte, mais bien d'éclairer les termes du débat et d'exposer une analyse critique de la valeur. Elle est d'autant plus importante qu'elle coïncide avec une volonté d'objectivation scientifique de plus en plus demandée par les acteurs publics et institutionnels, tout comme de façon plus aléatoire par les fondations ;
- **La formalisation de savoirs nouveaux et transférables** : la démarche de R&D participe d'une logique de renouvellement des connaissances, d'ancrage des savoirs et des compétences (création de nouveaux outils, méthodes, politiques publiques, cadres organisationnels, fonctions, etc.). L'une des dimensions des démarches d'innovation sociale portant sur l'encapacitation des parties prenantes, elle plaide pour formaliser les enseignements, pour capitaliser les résultats, pour attester de savoirs nouveaux. Cette dimension favorise souvent les liens avec les structures d'enseignement et de formation, tout comme avec les activités de transfert en direction des acteurs sociaux ;
- **La configuration de cadres de coopération et de gouvernance partagée** : cette dimension renvoie aux enjeux de mobilisation, d'embarquement, d'appropriation entre les différentes parties prenantes. L'élargissement des

parties prenantes, envisagé comme un levier de diffusion et d'institutionnalisation des innovations, résonne avec les enjeux de l'écosystème d'innovation à devoir généralement favoriser la « montée en échelle » des démarches.

- **La mobilisation d'un corpus de ressources** : la question des ressources (humaines, financières, immatérielles, matérielles, etc.) est essentielle dans la mise en œuvre des démarches de transformation sociale et doit s'entendre comme une capacité dynamique (Teece et al., 1997). Il s'agit ainsi de mobiliser des ressources adaptées aux besoins de la démarche, ainsi qu'au réagencement itératif de celles-ci au gré des apprentissages et à l'engagement de parties prenantes.

Schéma n°2 : fonctions transversales dans le cadre des démarches de R&D sociale



Source : Interlignes #3, Ellyx, 2025

Ces 4 dimensions sont ainsi reconfigurées et discutées de façon itérative tout au long de la démarche, permettant ainsi l'activation de connexions avec les différents écosystèmes qui contribuent à les renforcer.

Application de la grille d'analyse au cas du Clus'Ter Jura

L'analyse de l'application de cette grille de lecture au cas du Clus'ter Jura, nous permet d'avancer un certain nombre d'enseignements quant à la manière dont la SCIC a été soutenue, à partir de sa démarche de R&D sociale, dans la mise en œuvre des quatre fonctions présentées, en partie interdépendantes. Par exemple, l'inscription d'une démarche de R&D au sein de Clus'Ter Jura a amené à une intensification des démarches de coopération, ceci à plusieurs endroits :

- D'une part, sur le territoire du pays lédonien, à travers une réflexion sur le rôle des sociétaires de la SCIC (entreprises, collectivités territoriales,...) ou au travers d'interventions en très forte proximité avec un certain nombre d'acteurs locaux intervenant sur les besoins essentiels de la population (alimentation, énergie, mobilité...). L'évolution du format « Start-Up de territoire » animé par la SCIC est exemplaire sur ce point d'une recherche d'un ancrage au plus près de réseaux d'acteurs, mêlant habitants, acteurs socio-économiques et représentants de collectivités locales et de structures publiques ;
- D'autre part, en dehors de son territoire direct d'intervention, la SCIC a développé un certain nombre de coopérations avec d'autres pôles territoriaux de coopération économique (PTCE Sud Archer dans la Drôme, Ecossoles à Nantes...) ou de structures engagées dans l'accompagnement d'entrepreneurs sociaux (Atis à Bordeaux, Ronalpia, à Lyon...);
- Enfin, avec les acteurs de la recherche et de l'innovation : si le premier programme (2019-2022) avait abouti à l'instauration d'une thèse Cifre et la formalisation de liens avec l'IAE de Paris et l'Université de Bourgogne Franche-Comté, le deuxième (2023-2025) a été l'occasion d'une structuration encore plus forte à travers la formalisation d'une convention de collaboration avec l'Université de Poitiers et la mise en œuvre de nombreuses rencontres scientifiques dans le Jura, à Paris ou à Poitiers.

La gouvernance du programme à partir de 2022 traduit l'approfondissement de ces collaborations, en intégrant des parties prenantes de ces écosystèmes. Le deuxième programme (2023-2025) mobilise à la fois un conseil scientifique d'une douzaine de membres réunis plusieurs fois par an et activant des ressources de recherche via des stages de master et des missions de terrain, ainsi qu'un comité d'innovation intégrant des agences de l'Etat, des collectivités et des structures de l'ESS intéressées par la diffusion des résultats dans leur sphère d'intervention et leur territoire.

Sur le plan de la mobilisation des ressources, le positionnement en termes de R&D a été déterminant dans l'obtention à partir de 2018 de financements à la recherche et à l'innovation comme le crédit d'impôt recherche, d'une subvention pour activer une ressource humaine via le soutien de l'Association Nationale pour la Recherche Technologique (ANRT) au titre d'une convention Cifre. La seconde étape du

programme à partir de 2023 a bénéficié du concours financier de l'Ademe, de l'Institut CDC pour la recherche, de la Banque des Territoires et du Conseil Régional Bourgogne Franche-Comté. Le financement de Clus'Ter Jura au titre de sa démarche de R&D a permis le recrutement d'une coordinatrice du programme sur trois ans et d'assumer l'investissement du coût des prestations scientifiques (chercheurs et consultants chercheurs). Le programme de R&D a été l'occasion pour l'équipe salariée notamment d'investir de nouvelles expertises, davantage associées au champ des innovations sociales, de la coopération, du développement territorial, alors même que les compétences initiales relevaient davantage de l'accompagnement à l'entrepreneuriat et l'innovation technologique.

Cette démarche s'est aussi accompagnée rapidement d'une analyse de l'impact de la structure et de la mise en discussion de la valeur générée. Sur ce plan, il est possible de différencier plusieurs angles : d'une part, une analyse sous la forme d'une mesure d'impact a permis de mettre en lumière les mécanismes de transformation à l'œuvre à partir des activités du PTCE. A partir de 2023, la démarche de R&D s'est surtout intéressée en complément à l'ancrage du concept d'ECT dans la littérature existante. La collaboration organisée entre le Clus'Ter Jura et l'Université de Poitiers (dont l'une des enseignante-chercheure préside le conseil scientifique) a porté explicitement sur cette dimension. La mise en débat des productions et résultats du programme, organisé dans le cadre des rencontres du comité d'innovation, a aussi constitué des temps forts d'échanges.

Enfin, la formalisation des apprentissages, initiée dans le cadre de ces activités de R&D, a pris plusieurs formes comme la constitution de plusieurs livrables, certains de nature scientifique (articles...), d'autres à destination de publics professionnels (constitution d'un numéro spécial d'une revue dédiée aux agents de la fonction publique notamment) ou à destination des acteurs du territoire lédonien (magazine publié par Cluster Jura en juin 2025 à l'occasion des 10 ans de la SCIC). Elle s'est aussi incarnée à travers l'organisation d'évènements, de participation à des journées de travail. Cette démarche de partage des apprentissages se diffuse par ailleurs au sein de l'équipe et des associés de la SCIC dans le cadre de réunions, journées dédiées. La démarche de recherche & développement s'est inscrite parallèlement à des formations de l'équipe sur des compétences associées (sur la dimension de coopération par exemple).

Il apparaît donc à la lumière du cas de Clus'Ter Jura que la mise en place d'une démarche de R&D ait favorisé des interactions nombreuses et diverses entre la SCIC et les acteurs de la recherche et de l'innovation autour des 4 dimensions. Ces interactions ne portent pas seulement sur la mobilisation de dispositifs dédiés dans une logique de guichet, mais sur l'établissement de relations interpersonnelles et entre les structures, sur de nouvelles formes de collaboration, sur le renforcement des capacités internes. Elle a non seulement accompagné le développement de Clus'Ter Jura, mais amené

aussi une transformation à bas bruit tant de son positionnement auprès de ses parties prenantes que de son organisation interne.

Limites et perspectives

Si nos premières analyses peuvent souligner une corrélation entre le développement d'activités de R&D à fin d'innovations sociales et les acteurs du soutien à la recherche et à l'innovation, il convient de saisir les limites du cas d'étude sur lequel nous avons porté notre regard : d'une part, le PTCE est une méta-organisation dont la fonction est précisément d'accompagner des structures qui, elles, mettent en oeuvre des « réponses » locales à des enjeux sociaux ou sociétaux. Ce faisant, elle se situe déjà à l'interface entre des acteurs locaux et les institutions dont les compétences les amènent à soutenir ces projets. D'autre part, cette démarche renvoie à un processus en cours et ne permet pas, à ce stade, de déterminer à quel stade de maturité la contribution de l'écosystème d'innovation apparaît la plus déterminante. Un travail complémentaire en cours, portant sur cinq autres démarches devra permettre de nourrir ces premières observations. Ce travail part d'un postulat quelque peu différent, amenant à considérer qu'à l'occasion de démarches multi-acteurs fondées sur une diversité d'expérimentations locales (à l'instar de la démarche Territoire Zéro chômeurs de Longue durée ou bien de la sécurité sociale de l'alimentation par exemple), la mise en oeuvre des 4 fonctions-clés présentées ci-avant favoriserait d'autant plus de connexions avec l'écosystème d'innovation en raison de la multiplication des expérimentations locales, de la dimension universelle des solutions envisagées, de la prégnance des enjeux sociaux et sociétaux traités.

Cependant, à ce stade de nos travaux et à l'appui de ce premier cas, plusieurs questionnements restent à explorer quant aux conditions et modalités par lesquelles ces points de rencontre peuvent être révélés et renforcés.

Des points de rencontre en marge des principaux mécanismes de soutien à l'innovation

Le premier point de questionnement est lié à la méconnaissance des dispositifs de soutien à l'innovation et à la recherche par les acteurs de l'innovation sociale. En effet, ces acteurs évoluent souvent en contact avec des acteurs de soutien à l'innovation sociale, principalement composés des collectivités territoriales et des acteurs de la philanthropie. L'écosystème de soutien à l'innovation et la recherche n'est pas appréhendé comme un partenaire potentiel en cela qu'une très grande partie des dispositifs sont plutôt orientés vers des innovations venant d'entreprises (avec une finalité marché) et souvent orientés par les domaines scientifiques du vivant, des sciences et techniques. De fait, les points de contact se font souvent à partir de dispositifs mis en oeuvre par les ministères ou les agences publiques à travers leurs compétences dédiées (comme ce fut le cas de l'ADEME dans le cas de Clus'Ter Jura)

mais plus rarement sur les dispositifs de droit commun portant sur l'innovation ou la recherche, dont ils sont aussi souvent exclus du fait de leur statut social ou fiscal³. De fait, les porteurs de ces démarches sollicitent plutôt des fondations ou les acteurs publics via des dispositifs de financement orientés vers l'ESS (comme les appels à manifestation d'intérêt dans le champ de l'innovation sociale des Régions ou des collectivités locales, etc.) ou sur une politique thématique dédiée. Or, ces acteurs s'inscrivent plutôt dans le soutien à des projets, dont les modalités, les résultats, la temporalité, ne correspondent pas forcément à des activités de R&D.

Une reconnaissance à parfaire des activités de R&D en innovation sociale

L'étude du cas de Clus'Ter Jura révèle un point de basculement autour de la structuration de sa démarche de R&D, qui révèle un double enjeu : d'abord, un enjeu lié à la reconnaissance par les innovateurs sociaux que leurs démarches gagneraient à s'inscrire dans une approche en termes de R&D afin de mieux associer processus innovant et approche critique, d'une part, et accéder à un nombre de dispositifs de soutien, d'autre part. D'autre part, un enjeu lié à la reconnaissance par les acteurs de l'écosystème de soutien à l'innovation que les démarches se référant aux innovations sociales peuvent tout à fait s'inscrire dans l'acceptation de ce que sont des activités de R&D. Dans le cas de Clus'Ter Jura, l'inscription de la démarche dans un référentiel understandable par les acteurs de soutien à la recherche et à l'innovation a constitué un élément fondamental de leur soutien. Toutefois, l'appréhension de la démarche du PTCE a nécessité un travail important d'explicitation, tant en interne auprès des équipes et des associés, qu'auprès des acteurs extérieurs. Pour Jade Omer (2024), le vocabulaire associé à la R&D sociale peut renvoyer, chez les porteurs d'innovations sociales, à une dimension de complexité, de risques et d'incertitudes, ainsi qu'à un imaginaire théorique et conceptuel éloigné de l'action de terrain plus relié à leurs discours de légitimation. Les acteurs du soutien à l'innovation ont quant à eux une approche de l'innovation fondée sur une R&D plus technologique, industrielle, dans une visée marchande et lucrative, dès lors qu'elle leur paraît naturellement portée par des entreprises.

Aussi, souvent dans ces démarches, les premiers points de contact ont eu lieu avec les acteurs académiques dont l'intérêt porte sur l'opportunité d'étudier une démarche en tant que terrain de recherche. C'est ainsi qu'un certain nombre d'entre elles sont documentées du point de vue de la recherche académique sur les questions et apports qu'elles développent en réponse à des enjeux de société. Par exemple la démarche Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée est désormais largement documentée sur le plan scientifique. Il en va de même de la place importante qu'occupent les communautés de chercheurs dans la démarche visant la mise en œuvre de la sécurité

³ La plupart des dispositifs comme le statut Jeune Entreprise Innovante, le crédit impôt recherche, et la plupart des aides régionales à l'innovation ne sont éligibles qu'aux structures fiscalisées.

sociale de l'alimentation. Toutefois, ce faisant, ce positionnement de la recherche en sciences sociales aux côtés des acteurs de terrain, et non organisé, structuré par elle, comme elle l'est dans les activités de R&D, contribue à limiter la reconnaissance d'activités de recherche & développement orientées par l'intérêt général et procédant de la stratégie des acteurs de la société civile et/ou des collectivités territoriales. Sur ce plan, un travail a été mené au fil des programmes par le Clus'Ter Jura pour favoriser la compréhension de la démarche de R&D sociale et permettre aux chercheurs de prendre place dans la co-production des apprentissages avec les acteurs.

Le rapprochement entre l'écosystème de soutien à la recherche et l'innovation et les démarches d'innovation sociale nécessite ainsi de renforcer le cadre commun de référence sur la R&D. Il s'agit d'outiller les porteurs d'innovation sociale dans leur capacité à mettre en œuvre leurs activités de R&D sociale et d'accompagner les acteurs du soutien à comprendre les spécificités de celles-ci en renforçant l'accès aux dispositifs de droit commun. L'ouverture des Pôles Universitaires d'Innovation à l'innovation en Sciences Humaines et Sociales, le soutien aux démarches de R&D dans les PTCE par le ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, la structuration de démarches de co-recherches « avec, par et pour la Société » (comme en Bretagne) sont autant de signaux qui abondent en faveur d'une relation plus forte entre les différents écosystèmes en soutien aux transformations sociales.

Une fonction d'intermédiation essentielle entre institutions, acteurs des innovations sociales et écosystème d'innovation

Enfin, le dernier point que nous souhaitons éclairer tient à l'importance de la fonction d'intermédiation et au rôle de facilitation, de traduction, de coopération qui doit permettre de favoriser la connexion entre les démarches d'innovation sociale et l'écosystème de soutien. L'intermédiation pour l'innovation peut être appréhendée comme un mécanisme clé pour faciliter la mise en relation entre les différents acteurs de l'innovation. L'intermédiation a néanmoins fait l'objet de peu de travaux pour l'innovation sociale (Muller et Tanguy, 2019). Elle est principalement appréhendée jusqu'à présent à travers le rôle des organisations du tiers secteur de la recherche et la relation entre monde académique et structures de la société civile (Lhoste, 2024), dans un registre visant à développer les démarches de recherche action participative notamment. Dans le cas de la démarche sur l'entrepreneuriat coopératif de territoire, l'intermédiation d'Ellyx a contribué au renforcement des liens entre Clus'Ter Jura et des acteurs de soutien à la recherche et à l'innovation, à travers la co-construction de la démarche de R&D, la mise en relation avec une communauté de chercheurs, l'explicitation auprès des acteurs de la recherche comme auprès des partenaires des problématiques, des éléments de méthode, des résultats attendus, la formation des équipes salariées sur les démarches de R&D sociale... L'ensemble de ces activités qui

renvoient en partie à une fonction d'intermédiation (Nadou et Talandier, 2020 ; Richard, 2024) apparaît nécessaire pour expliciter l'œuvre de R&D dans ses dimensions scientifiques, méthodologiques et empiriques et permettre de créer des proximités à la fois avec les acteurs de la recherche (nécessaires au travail de documentation scientifique) et avec les acteurs de l'innovation (en termes de soutien méthodologique et financier). Par l'explicitation des besoins de chacune des parties et la création d'un dialogue fécond, cette fonction d'intermédiation facilite l'interconnaissance entre les acteurs qui portent des démarches d'innovation sociale et les différents acteurs qui les soutiennent, et de favoriser l'activation des ressources et dispositifs adaptés pour permettre la poursuite de leur intention de transformation. Elle permettrait aussi de montrer aux écosystèmes territoriaux de l'ESS l'ensemble des formes de soutien qui sont à leur disposition (expertise, mise en réseau, etc.), là où la recherche de financements est souvent envisagée comme l'angle exclusif.

Conclusion

Les démarches d'innovation sociale ont pour ambition d'apporter des solutions à des défis de société qui sont, par essence, complexes à appréhender. Ceux-ci requièrent des interventions combinées d'acteurs agissant de façon coordonnée à plusieurs échelles, dans une temporalité qui permettent à la fois la mise au point de réponses techniques, réglementaires, politiques et la transformation des représentations et pratiques sociales. Fondées sur des valeurs et des principes qui échappent aux mécanismes habituels de commercialisation et de mise sur le marché, ces démarches se heurtent aux pratiques et aux imaginaires des professionnels qui travaillent au sein des institutions dont le rôle est de soutenir des projets innovants qui répondent généralement à des logiques d'industrialisation, un potentiel de mise sur le marché et une promesse de développement économique. Au travers du cas de Clus'Ter Jura, nous avons illustré les difficultés de ces démarches à mobiliser les dispositifs de soutien à l'innovation qui leur permettraient de consolider leur développement et d'organiser les conditions d'expérimentation dans des conditions proches de celles recherchées. Ce cas nous permet de documenter les freins rencontrés par la démarche et la manière dont ils ont pu être partiellement levés dès lors qu'une démarche de R&D sociale a été structurée. De notre point de vue, le cas de Clus'Ter Jura soutient ainsi l'idée que les activités de recherche & développement à finalité sociale participent à la création de points de rencontre entre les démarches d'innovation sociale et l'écosystème de soutien à l'innovation. Ces points de rencontre s'organisent autour de 4 dimensions qui sont activées différemment selon la maturité et les besoins des démarches et qui facilitent la rencontre avec les acteurs des différents écosystèmes : acteurs de la recherche, acteurs du soutien à l'innovation, acteurs publics et philanthropiques.

La structuration d'un cadre de R&D sociale semble ainsi ouvrir une voie nouvelle pour les démarches d'innovation sociale dans leur capacité à mieux connecter leur

trajectoire aux dispositifs de soutien à l'innovation. Pour autant, de nombreux défis demeurent tant dans l'activation de ces démarches par les porteurs de ces démarches d'innovation sociale que dans leur reconnaissance en tant qu'acteurs de R&D par les écosystèmes de soutien à la recherche et l'innovation. Le développement des fonctions d'intermédiation au sein de l'écosystème d'innovation facilitant la compréhension mutuelle, le dialogue et l'organisation de la rencontre semble une piste prometteuse à explorer. Elle permettrait de valoriser et soutenir plus fortement les acteurs souvent invisibilisés qui rapprochent les processus d'innovation de la fabrique de l'intérêt général et de l'innovation. L'étude complémentaire que nous menons auprès de 5 démarches présentant des caractéristiques similaires (intention politique et stratégique ambitieuse clairement formulée et partagée par un collectif d'acteurs hétérogènes, mise en œuvre d'expérimentation et mobilisation de ressources dédiées) permettra de documenter cette hypothèse et de détecter d'autres points et raisons de connexion aux acteurs de soutien à la recherche et à l'innovation.

Bibliographie

- AGGERI F., 2014, « Qu'est-ce qu'un dispositif stratégique ? », *Le Libellio d'AEGIS*, vol.10, n°1, 47-64.
- BRUNET P., CHABAUD D., HENRION C., 2019, Créer une dynamique de coopération entrepreneuriale dans un territoire de faible densité : le cas de la Petite Montagne dans le Jura In Bonneveux & ali.(coord. par) : *GRH, RSE et emplois : vers de nouvelles approches inclusives*, 173-196
- DANDURAND L., 2005, « Réflexion autour du concept d'innovation sociale, approche historique et comparative », *Revue française d'administration publique*, vol.3, n°115, 377-382.
- DEFALVARD, H., FONTAINE, G., 2018, « Construire les PTCE comme des communs sociaux : Quel rôle pour les pouvoirs publics ? », *RECMA* n°349, 56-70
- DELALIEU, G., SZOSTAK, B., CHOMIENNE, H., 2025. « L'action publique face aux problèmes pernicious : quels dispositifs stratégiques concevoir ? », *Politiques et Management public*, n°2, 117-126.
- DOUCHET, L., 2019, « *Etre une entreprise et service la Société. Analyse du processus d'institutionnalisation de l'innovation sociale en France au début du 21ème siècle* ». Thèse de doctorat de sciences politiques, Université de Bordeaux.
- Ellyx, 2025. *Interlignes*, n°3, 42 p. Version en ligne : www.ellyx.fr
- FRAISSE L. 2017. *Pôles territoriaux de coopération économique. Premier panorama des démarches de R&D*, Labo de l'ESS, 50 p .
- HEAD, B.W., ALFORD J. 2015, "Wicked Problems", *Administration & Society* 47(6), 711-739.
- HENRION C., 2022, « Evènements collaboratifs d'innovation et entrepreneuriat territorial : une étude exploratoire », *Innovations*, vol.3, n°69, 163-198 .

HENRION, C., 2024a, Créer une dynamique de coopération entrepreneuriale dans un territoire de faible densité, le cas du Clus'Ter Jura, thèse en sciences de gestion, Université Paris 1- Panthéon Sorbonne

HENRION C. 2024b, « Start Up de territoire à Lons le Saunier : impacts et limites d'un évènement collaboratif entrepreneurial », *Entreprendre & Innover*, vol.1, n°58-59, 91-101

KLEIN J-L., CAMUS A, JETTE C., CHAMPAGNE C., ROY M. (dir.), 2016. *La transformation sociale par l'innovation sociale*. Montréal, Presses Universitaires du Québec., 455 p.

LAVILLE, J-L, 2014, « *Innovation sociale, économie sociale et solidaire, entrepreneuriat social. Une mise en perspective historique.* » In : *L'innovation sociale*, édité par Juan-Luis KLEIN, 45-80. Sociologie économique. Toulouse, ERES, 2014.

LHOSTE E., FONTAINE G., FOURNIE S., PERES J., SARDIN L., « Soutenir les intermédiations de recherche, une nécessité pour relever les grands défis ». *Innovations*, vol .2, n°74, p99-130.

LIOTARD I., REVEST V., 2025, « Grands challenges et politiques publiques d'innovation : un état des lieux », *Innovations*, 74 (2), 5-25.

MATRAY, M., 2010, le dynamisme d'évolution des Pôles de compétitivité territoriaux, thèse de doctorat en sciences de gestion, Université Lyon 3

MENISSIER T., 2020. *Innovations. Une enquête philosophique*. Paris, éditions Hermann, Coll. Philosophie, 280 p.

NADOU, F., & TALANDIER, M. 2020, « Intermédiation territoriale : Des lieux, des liens, des réseaux, des acteurs ». *Géographie, économie, société*, 22(3-4), 235-243.

OMER J., FERRU M., REALE M., 2024, « La recherche et développement sociale : apparition, contours et principes », *Management international*, vol.28, n°4, 94-105.

OMER, J., 2024, *Une recherche & Développement appliquée à l'innovation sociale ?*, Analyse exploratoire des processus de R&D sociale, Thèse de doctorat, Université de Poitiers, 2024

OMER J. et FERRU M. 2023, « Innovations sociales et transitions : quels freins pour quelle(s) proximité(s) ? », *Innovations*, 71 (2), 217-251.

PALLUAULT O., OMER J., 2024, « Chapitre 5. Appréhender et opérer les trajectoires d'innovation sociale : présentation d'une version expérimentale de l'échelle SRL », In Duverger T., Lhuillier V. et Ndiaye A., *L'ESS en Transition*, Bordeaux, Editions Au Bord de l'Eau.

PALLUAULT O., PALLUAULT S., VINCENT, S., LAROCHE R., OMER J., DOUCHET L., 2024, Transformer la société à travers les démarches de R&D sociale : quels défis ? *Horizons Publics*, n°23, 62-71.

PALLUAULT S., BEAUGENCY A., DOUCHET L., OMER J., CHERIGNY F., 2021, « Les dispositifs de soutien à l'innovation sociale », *Générer l'innovation au service de la Société*. LabCom DESTINS, vol.3, 52 p.

POIVRET, C. 2010, La gouvernance d'un réseau territorialisé d'organisations par une structure d'animation autonome, fonctionnement et impact : le cas de plastipolis, thèse de doctorat en Sciences de Gestion, Université Lyon 3

RICHARD, H, 2024, L'intermédiation territoriale, une condition d'émergence d'un écosystème coopératif territorialisé au service de la transition écologique et sociale de la filière textile rhônalpine ?, Mémoire de stage de master recherche, Université Lumières Lyon 2

RICHEZ BATTESTI, N., PETRELLA, F., VALLADE, D. 2012, « L'innovation sociale, une notion aux usages pluriels : quels enjeux et défis pour l'analyse », *Innovations*, 2012/2 (n°38), 15-36.

RQIS 2022. Outils d'évaluation en innovation sociale. Schéma du cycle de vie d'une innovation sociale, 4p. Version en ligne : www.rqis.org

SANOSSIAN, J., 2020, Le processus de création des méta-organisations multi-parties prenantes : le cas des pôles territoriaux de coopération économique (PTCE), thèse en Sciences de gestion, Université de Lille.

TEECE, D-J, PISANO, G., SHUEN, A, 1997, Dynamic capabilities and strategic management, *Strategic Management Journal*, vol. 18, no 7, 509–533.